

ASSEZ DE L'ÉTAT D'URGENCE !

Le 9 février l'Assemblée nationale a adopté la prolongation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1^{er} juin 2021.

Cela fait un an que le pays est sous cet état d'exception, où Macron et son conseil de défense ont les pleins pouvoirs, où ils privent les citoyens de libertés individuelles, collectives et démocratiques les plus élémentaires. Les droits de réunion et de manifestation, et même d'aller et venir, sont remis en cause. Toute la population peut désormais être légalement fichée pour ses opinions. Des médecins sont contraints au respect d'une vérité « officielle ». Suivant l'exemple de Macron, des ministres se répandent en propos nauséabonds ciblant la population immigrée.

Et le gouvernement prétend nous protéger ? Mais c'est lui qui refuse de rouvrir des lits dans les hôpitaux, qui maintient même les plans de fermetures d'hôpitaux entiers et qui rend impossibles les conditions de travail des personnels !

La prolongation de l'état d'urgence répond à un objectif précis : maintenir un niveau de répression, dans le but de poursuivre la destruction de toutes les conquêtes ouvrières, pour le compte du capital financier qui reçoit au même moment des milliards du gouvernement.

On ne manquera pas de s'interroger dans cette situation sur le fait que du côté des sommets des organisations politiques et des confédérations syndicales, les réponses sont pour le moins timorées...

Il n'y a rien à attendre de ce gouvernement !

Malgré l'état d'urgence, malgré ses interdictions et même bien souvent contre elles, de multiples conflits éclatent.

C'est le cas dans les entreprises, où déjà plus d'un million de travailleurs ont perdu leurs emplois,

c'est le cas dans les facs pour la réouverture immédiate et la reprise des cours pour tous les étudiants, c'est le cas à l'Éducation nationale contre les fermetures de classes, c'est le cas dans les hôpitaux contre les fermetures de lits, de services, d'hôpitaux entiers.

La recherche des moyens à mettre en œuvre pour bloquer cette politique se poursuit et s'intensifie dans toutes les couches de la société. Le refus et la recherche des moyens d'agir ne cessent de gagner du terrain. **« Nous voulons vivre ! » : cette volonté s'exprime en de multiples occasions, sous de multiples formes, autour d'exigences qui montent :**

– **Levée de l'état d'urgence, du couvre feu, de toutes les mesures liberticides et des fermetures des lieux culturels, bars, restaurants et salles de réunion ;**

– **réouverture de lits d'hôpitaux, abandon des plans de fermeture ;**

– **réouverture des universités et reprise des cours pour tous les étudiants...**

Chaque semaine *Informations ouvrières* rend compte de cette intense recherche, dans des reportages sur les grèves et manifestations, en publiant points de vue et tribunes de militants, particulièrement dans les comités locaux de résistance et de reconquête des acquis de 1936 et 1945.

Le POI et ses militants, qui ont soumis aux travailleurs, jeunes et militants, le mois dernier, une contribution à cette discussion, s'inscrivent dans cette bataille.

Adopté à l'unanimité du bureau national
le 20 février 2021